Diclofénac : un anti-inflammatoire sous surveillance après une vaste étude danoise

Compte Test - 2025-12-08 08:00:07 - Vu sur pharmacie.ma

Le diclofénac, l'un des anti-inflammatoires non stéroïdiens les plus vendus au monde, fait actuellement l'objet d'une vaste étude danoise portant sur plus de 6,3 millions d'adultes. Les résultats mettent en évidence un risque significativement accru de troubles cardiovasculaires graves chez les personnes initiant un traitement avec ce médicament, comparé à celles ne prenant aucun anti-inflammatoire ou utilisant d'autres analgésiques comme le paracétamol, l'ibuprofène ou le naproxène. L'étude, menée par l'université d'Aarhus à la demande de l'Agence européenne des médicaments (EMA), a analysé sur vingt ans les données de patients ayant débuté différents traitements : 1,3 million sous diclofénac, 3,8 millions sous ibuprofène, 290 000 sous naproxène, 760 000 sous paracétamol, ainsi qu'un groupe témoin de 1,3 million de personnes sans médicament. Les conclusions rejoignent des inquiétudes déjà exprimées par la communauté scientifique depuis le scandale du Vioxx, retiré du marché en 2004 pour des raisons similaires. Le diclofénac apparaît comme l'AINS présentant le plus fort potentiel de complications cardiaques, et ce dès les premières semaines d'utilisation, même à faible dose. Les risques concernent hommes et femmes, tous âges confondus. L'étude révèle également un risque accru d'hémorragie gastro-intestinale : les patients sous diclofénac encourent un risque multiplié par 4,5 par rapport à ceux ne prenant pas d'AINS, et par 2,5 par rapport à ceux sous paracétamol ou ibuprofène. Face à ces résultats, les auteurs estiment qu'il est peu justifié de choisir le diclofénac comme traitement de première intention, alors que des alternatives plus sûres existent. Bien que l'étude soit observationnelle et ne puisse établir de lien de causalité directe, la taille exceptionnelle de l'échantillon impose d'en tenir compte. Les chercheurs recommandent de restreindre l'usage du diclofénac, de le retirer de la vente libre et d'imposer un avertissement clair sur ses risques cardio-vasculaires et digestifs. Publiés dans le BMJ, ces travaux relancent un débat majeur en santé publique : faut-il revoir l'accès à un médicament utilisé quotidiennement dans le monde entier, alors que ses risques apparaissent plus importants que ceux de ses équivalents ? Pour les auteurs, la réponse est sans ambiguïté: il est temps de reconnaître les dangers potentiels du diclofénac et de réévaluer sa place dans l'arsenal thérapeutique.